

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
18 avril 2007  
Français  
Original: anglais

---

**Comité chargé des organisations non gouvernementales**  
**Reprise de la session de 2007**  
**14-18 mai 2007**

**Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005**  
**présentés par le Secrétaire général en application de la**  
**résolution 1996/31 du Conseil économique et social**

**Note du Secrétaire général**

*Additif*

**Table des matières**

	<i>Page</i>
1. American Society of Safety Engineers	2
2. Interfaith International	6
3. LEAD International	9
4. Mercy Corps	14

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.



# **1. American Society of Safety Engineers (ASSE)**

**(Statut consultatif spécial accordé en 2002)**

## **Partie I. Introduction**

L'American Society of Safety Engineers (ASSE) est une association mondiale qui fournit des services spécialisés en matière de développement et de représentation à ceux qu'intéressent les pratiques concernant la sécurité, la santé et l'environnement. Ses membres s'emploient quotidiennement à veiller que les travailleurs rentrent tous les jours chez eux en toute sécurité et en bonne santé. L'ASSE compte plus de 30 000 membres dont actuellement environ 1 200 sont des membres internationaux vivant dans 73 pays. Ces membres sont organisés en trois Chapitres : le Chapitre du Moyen-Orient, le Chapitre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, le Chapitre du Koweït et le Chapitre de l'Australie de l'Ouest - et deux sections, une en Egypte et l'autre en Equateur. Le premier Chapitre, celui du Moyen-Orient, a été créé en 1982. Le secteur spécialisé dans la pratique internationale de l'ASSE appuie les membres qui œuvrent pour améliorer la sûreté et la santé sur les lieux de travail en dehors des Etats-Unis d'Amérique. Le Groupe d'intérêt commun des professionnels de la sûreté et de la main-d'œuvre latino-américaine travaille à développer les connaissances de la main-d'œuvre hispanophone. L'ASSE fait mieux comprendre la sécurité et l'hygiène du travail à la main-d'œuvre aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique par les diverses activités qu'elle organise chaque année au cours de la Semaine de la sûreté et de l'hygiène du travail en Amérique du Nord (NAOSH).

## **Partie II. Apport de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

Les principales activités de l'ASSE vont dans le sens de l'Objectif 7 du Millénaire pour le développement, qui consiste à assurer la durabilité de l'environnement. L'ASSE édifie des capacités accrues pour ceux qui s'attachent à protéger la main-d'œuvre contre les risques qui menacent la sûreté, l'hygiène et le milieu du travail. Son but est d'accroître le professionnalisme et la mobilisation des travailleurs de sorte que des outils scientifiques et des outils de gestion leurs permettent de recruter des travailleurs et des salariés du monde entier au service d'une meilleure sûreté et d'une plus grande hygiène sur les lieux de travail. La liste ci-après des activités menées au cours de la période 2002-2004 montre les grands progrès obtenus par la Société dans sa mission internationale :

- 4-6 novembre 2002 : La Société a été représentée à la réunion tenue à Toronto (Canada) par la Canadian Society of Safety Engineering qui représente les professionnels de la sûreté, de la santé et de l'environnement au Canada. Le but est de coopérer pour faire progresser la sûreté et la santé du travail au niveau international.
- 23-24 avril 2003 : La Société a été représentée à la réunion de l'Institution of Occupational Safety and Health (IOSH) à Glasgow, en Ecosse. IOSH représente les professionnels de la sûreté, de la santé et de l'environnement.
- 21-22 octobre 2003 : la Société a participé à InterConstruct 2003, importante conférence internationale concernant la santé et la sécurité de la construction, à Stratford-on-Avon, en Angleterre.

- 1er novembre 2003 : l'ASSE a établi une Charte pour sa Section en Equateur.
- 1er novembre 2003 : la Société a représenté la conférence de la Canadian Society of Safety Engineering à Saskatoon, au Canada.
- Janvier 2004 : Le Conseil de l'ASSE chargé des membres et des affaires des régions a mis à jour les stratégies et les activités concernant l'objectif 6 pour qu'elles incluent le repérage des membres internationaux possibles qui pourraient aider l'ASSE à servir son objectif consistant à faire progresser la sûreté et l'hygiène du travail au niveau international.
- Mars 2004 : la désignation de M. Hussain Tadayon, Directeur de la Bahrain Petroleum Company, comme premier professionnel international en matière de sûreté a été reçue par la Société qui s'est prononcée les 7 et 10 juin 2004.
- Avril 2004 : la Société a été représentée à la Conférence de l'IOSH à Harrogate, au Royaume-Uni.
- Avril 2004 : première réunion officielle de travail de l'International Network of Safety and Health Practitioner Organizations (INSHPO) à Harrogate, au Royaume-Uni. L'INSHPO a été créée pour offrir un cadre international aux organisations de professionnels de la sûreté, de la santé et de l'environnement afin de coordonner les activités au niveau international.
- 6 juin 2004 : le Conseil des directeurs de l'ASSE a approuvé des documents qui contiennent des instructions et des conseils pour ses membres qui vivent en dehors des Etats-Unis d'Amérique et souhaitent constituer un chapitre ou une section de la société (Règlement type de section de la société et Règlement type de chapitre de la société).
- 7 juin 2004 : M. Hussain Tadayon, directeur de la Bahrain Petroleum Company, a reçu une distinction du Président pour son apport à la sûreté, la santé et l'environnement.
- 7 juin 2004 : le Chapitre du Koweït a assuré la première représentation officielle de délégué par un chapitre extérieur aux Etats-Unis à une réunion de la Chambre des délégués de l'ASSE.
- 10 juin 2004 : le Conseil des directeurs de l'ASSE a approuvé la formation d'un Groupe d'intérêts communs de professionnels de la sûreté et de travailleurs latino-américains chargé de faire progresser les connaissances chez les travailleurs latino-américains.
- 26-29 septembre 2004 : la Société a été représentée à la conférence de la Canadian Society of Safety Engineering, à Halifax, en Nouvelle-Ecosse.
- 7 octobre 2004 : Le Conseil des directeurs a approuvé une motion en vue de la constitution d'une équipe chargée des membres internationaux afin d'aider l'ASSE à accroître le nombre de ses membres.
- Octobre 2004 : *Professional Safety* a publié un article en anglais et en espagnols sur le thème « chef de file et excellence ».
- 9-10 novembre 2004 : la Société a été représentée à la Canadian Health and Safety Conference, à Edmonton (Alberta).

- 2-4 décembre 2004 : la Société a été représentée à la troisième conférence du Chapitre du Koweït, à Koweït.
- 12 février 2005 : Le Conseil des directeurs et la Chambre des délégués ont approuvé la révision de l'exposé de la Vision et de la Mission pour insister sur le développement des efforts internationaux. **Vision** : l'ASSE sera le champion mondial des professionnels de la sûreté, de la santé et de l'environnement, le chef de file mondial de la profession et le principal fournisseur de ressources pour ceux qui oeuvrent pour protéger les gens, les biens et l'environnement. **Mission** : l'ASSE est une association mondiale qui sert par le développement des compétences et la représentation ceux qui s'occupent dans la pratique de sûreté, de santé et d'environnement et ceux qui fournissent des services au secteur public et au secteur privé pour protéger les gens, les biens et l'environnement.
- Avril 2005 : la Société a été représentée à la Conférence du développement professionnel de l'IOSH à Cardiff, au Pays de Galles.
- 1er -7 mai 2005 : Célébration de la semaine de la NAOSH. L'Occupational Safety and Health Administration (OSHA) des Etats-Unis a participé aux activités de la semaine de la NAOSH aux Etats-Unis. Des manifestations à Mexico ont été coordonnées par l'ASSE. A **Senora**, des membres de l'ASSE au **Mexique** ont célébré cette semaine avec des responsables locaux, de la documentation sur la sûreté a été distribuée, entre autres la brochure Roadway Safety, un rapport de la NAOSH et la version en espagnol du Workplace Safety Guide for Young Workers. A **Cuautitlan**, M. Miguel Espinosa, membre de l'ASSE a parlé en espagnol de la NAOSH à l'entreprise Ford au **Mexique**. A **Yellowknife**, dans les **Territoires du Nord-Ouest (Canada)**, l'ASSE a été représentée à l'inauguration de la semaine canadienne de la NAOSH.
- Juin 2005 : des représentants du Chapitre du Koweït ont participé à la réunion annuelle de la Chambre des délégués pour 2005 et à la Professional Development Conférence à la Nouvelle-Orléans. La Chambre des délégués a reconnu que le Chapitre du Koweït était celui qui avait le plus accru le nombre de ses membres en 2004 (de 122%).
- Septembre 2005 : Le Conseil a publié un bulletin International Best of the Best sur les pratiques et normes à partir d'articles du bulletin Practice Specialty.
- 18 septembre 2005 : La Société a été représentée à la réunion de la CSSE.
- 19-23 septembre 2005 : le personnel de l'association a participé à un congrès de la Banque mondiale à Orlando, en Floride. Le bulletin International Best of the Best a été distribué aux participants qui se sont présentés au bureau de l'Association à la conférence.
- 28 septembre 2005 : une page intitulée « First International Services » a été conçue et établie dans la partie du site de l'ASSE sur la Toile qui est consacrée aux services des membres et des chapitres.
- 29 septembre 2005 : le Chapitre de l'Australie de l'Ouest a été créé par la Société.

- 15 novembre 2005 : l'ASSE et le Chapitre de l'Australie de l'Ouest ont été représentés à la conférence de l'Industrial Foundation for Accident Prevention à Fremantle, en Australie de l'Ouest.

L'ASSE comprend parfaitement que ses efforts n'ont pas encore atteint le niveau d'une participation active aux réunions et autres activités de l'ONU. Comme il a été indiqué, les activités internationales de l'ASSE en sont à leurs débuts et visent à créer une infrastructure professionnelle pour encourager une volonté accrue d'assurer la sûreté et la santé dans le monde entier. Au fur et à mesure que le nombre des membres internationaux s'accroît, l'ASSE entend leur permettre de participer directement aux activités de l'ONU pour garantir la sûreté et la santé des travailleurs.

## 2. Interfaith International

(Statut consultatif spécial accordé en 1998)

### Partie I. Introduction

#### i. Objet et buts de l'organisation

Interfaith International a pour mission d'appuyer les principes religieux qui prônent la paix, la tolérance et la coexistence entre les membres de religions différentes. Elle a vocation à appuyer et favoriser les communications entre fidèles de fois, croyances et religions différentes par égard pour l'humanité en général. Elle veut s'opposer à tous les groupes extrémistes qui se servent de la religion pour pratiquer le terrorisme, l'intimidation ou l'exploitation. Elle exige des groupes religieux extrémistes qu'ils ne fassent pas obstacle à la reconnaissance des religions et des fois et à l'harmonie entre elles. Elle a pour devoir de condamner toutes les injustices commises par des groupes religieux qui prononcent des condamnations fausses à partir d'accusations sans fondement. Elle a pour mission de condamner les insultes à l'égard des convictions religieuses de quiconque. Elle s'opposera à toute forme d'apartheid et de ségrégation fondée sur la race, la couleur, la nationalité ou la religion. L'organisation œuvre pour que les pratiques religieuses soient conformes aux lois du pays, ne soient pas en contraction avec l'hygiène et l'ordre moral, ne nuisent pas aux autres religions et ne les contredisent pas.

### Partie II. Apport d'Interfaith International aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Participation aux travaux du *Conseil économique et social* et de ses organes subsidiaires ainsi que des grandes conférences et d'autres réunions de l'ONU.

Participation à la *Commission des droits de l'homme* (Genève) : **58<sup>ème</sup> session**, 18 mars-26 avril 2002; **59<sup>ème</sup> session**, 17 mars-25 avril 2003; **60<sup>ème</sup> session**, 15 mars-23 avril 2004 et **61<sup>ème</sup> session**, 14 mars-22 avril 2005. Organisation de réunions d'information; déclarations orales en séances plénières; présentation de documents écrits :

**58<sup>ème</sup> session (2002)** : a financé des *réunions d'information* sur le Jammu et Cachemire (Pakistan/Inde), le mouvement Falu Jong, la paix intérieure et la paix mondiale par rapport au rôle et aux devoirs de chacun, un *colloque* sur les « Sources des violations des droits de l'homme dans la région de l'Asie et de l'Eurasie », des *déclarations orales* sur « Les droits des non citoyens » (en collaboration) et « l'intégration des droits des femmes et la perspective antisexiste ».

**59<sup>ème</sup> session (2003)** : l'organisation a financé des *réunions d'information* sur « Les droits des prisonniers au Maroc et au Sahara occidental », « Les minorités religieuses en Asie du Sud » et « la situation actuelle en Iraq », une *réunion d'information commune* sur les « Les droits économiques, sociaux et culturels des populations autochtones au Laos, des *déclarations orales* sur « Les droits civils et politiques » et « Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui les accompagne » (déclaration commune).

**60<sup>ème</sup> session (2004)** : l'organisation a financé des *réunions d'information* sur « La situation des droits de l'homme en Asie du Sud », « Le cachemire dans le contexte du processus de paix entre le Pakistan et l'Inde », « La transition et la réconciliation

en République démocratique du Congo » et « Les droits de l'homme de la nation Sindh au Pakistan », une *réunion d'information commune* sur « Les droits de l'homme et la situation humanitaire au Darfour (Ouest du Soudan) - Défis posés à la communauté internationale », des déclarations orales sur « Les droits de l'enfant », « L'intégration des droits des femmes et une perspective antisexiste », « Le droit au développement », « Les droits économiques, sociaux et culturels », « le droit à l'autodétermination », « Les questions autochtones », « Les droits civils et politiques : a) torture et détention, e) intolérance religieuse », « Les minorités » et « Les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans toute partie du monde ».

**61<sup>ème</sup> session (2005)** : l'organisation a financé des *réunions d'information* sur « La situation des droits de l'homme en Iraq », « L'avenir en Asie du Sud - Union ou confédération? », « Les droits de l'homme au Sindh (Pakistan) » et « Communisme et religion » ainsi que des *déclarations orales* : « Promotion et protection des droits fondamentaux », « Violation des libertés et droits fondamentaux ».

**Participation à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (Genève) :**

**54<sup>ème</sup> session (2002)** : 29 juillet -16 août 2002; **55<sup>ème</sup> session**, 28 juillet -15 août 2003; **56<sup>ème</sup> session**, 26 juillet-13 août 2004 et **57<sup>ème</sup> session**, 25 juillet-12 août 2005. Organisation de réunions d'information; déclarations orales en séances plénières; présentation de déclarations écrites.

**54<sup>ème</sup> session (2002)** : l'organisation a financé des *réunions d'information* sur « Les droits fondamentaux des Sikhs en Inde », « la situation des droits fondamentaux dans les provinces pakistanaises du Sindh et du Balouchistan » et « Le Cachemire – dialogue intercommunautaire ou dialogue tripartite », « Qu'est-ce qui vient en premier ? », des *déclarations orales* : « La question de la violation des libertés et droits fondamentaux », « Les droits économiques, sociaux et culturels » et « L'administration de la justice –discrimination dans le système de justice pénale ».

**55<sup>ème</sup> session (2003)** : l'organisation a financé des *réunions d'information* sur les thèmes suivants : « Comment ménager les droits de minorités religieuses en Asie du Sud », « la situation au Cachemire » et « les droits économiques, sociaux et culturels des personnes enfermées dans les camps de Tindouf », et des *déclarations orales* sur les « Minorités » et « Les droits économiques et culturels ».

**56<sup>ème</sup> session (2004)** : l'organisation a financé des *réunions d'information* sur les thèmes suivants : « Situation dans la province pakistanaise du Sindh et violations des droits de l'homme », « Le Sahara », « Les victimes oubliées d'un conflit », « Les droits de la personne humaine dans le sous-continent indien », « Une future confédération Sud-asiatique des peuples est-elle possible ? », « La situation des droits fondamentaux au Japon », « Le Sahara : les victimes oubliées d'un conflit » et « Les droits des minorités au Gilgit-Balawaristan (Pakistan), et des *déclarations orales* : « Administration de la justice, primauté du droit et démocratie », « Racisme, discrimination raciale et xénophobie », « Question de la violation des droits de la personne humaine dans tous les pays » et « Les femmes et les droits de la personne humaine ».

**57<sup>ème</sup> session (2005)** : l'organisation a financé des *réunions d'information* sur les thèmes suivants : « Vers une confédération des peuples en Asie du Sud »,

« Communisme et démocratie » et « Droit au développement à la base dans la recherche de voies meilleures ».

### **Autres activités liées à l'Organisation des Nations Unies**

Participation au Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 28 janvier-8 février 2002, Genève.

Interfaith International a assuré le secrétariat du Comité d'ONG contre le racisme et la discrimination raciale. Il a participé à l'organisation de réunions d'information sur les thèmes énumérés ci-après à la Commission du droit de l'homme et à ses sous-commissions sur des thèmes liés à la Lutte contre le racisme et le suivi de la Conférence mondiale contre le racisme (Durban (Afrique du Sud), août –septembre 2001) :

Incidences de la Déclaration et du Programme d'action de Durban sur l'éducation et le lieu de travail (59ème session de la Commission des droits de l'homme), Plans nationaux d'action suivant la Conférence de Durban contre le racisme (60ème session de la Commission des droits de l'homme); « Formes d'intolérance dans l'Europe actuelle; recherche d'une coexistence pacifique » (56ème session de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme), « Le heurt des civilisations » (61ème session de la Commission des droits de l'homme).

Interfaith International a participé à toutes les sessions du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action (2002-2005) et du Groupe de travail sur les personnes d'ascendance africaine (2002-2005).

Interfaith International a pris la parole à la session du Groupe d'experts indépendants sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (16-18 septembre 2003).

Interfaith International a participé au Groupe de travail sur les minorités de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (9ème session, 12-16 mai 2003).



### 3. LEAD International

#### (Statut consultatif général accordé en 2002)

1. LEAD est une organisation internationale sans but lucratif qui a un réseau en croissance rapide de 1 600 associés (appelés « Fellows ») dans plus de 80 pays. La mission à laquelle elle participe consiste à créer une motivation pour la lutte au service d'un monde durable. LEAD repère des personnes d'excellence, développe leur potentiel en matière d'initiative par des programmes novateurs de formation et les aide à mobiliser des tiers pour infléchir durablement l'avenir de la planète. LEAD compte 14 bureaux de part le monde.

2. LEAD International est une œuvre caritative constituée officiellement sous le numéro 1086989 en Angleterre en tant que société à responsabilité limitée portant le numéro 4075590. En 2004, LEAD a lancé un nouveau logo qui s'inspire du symbole chinois bien connu qui désigne la Terre (des détails sont donnés sur le site <http://www.lead.org>).

#### Partie II. Apport de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Depuis que LEAD a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, son réseau a œuvré étroitement avec toutes les composantes de cet organe mondial. LEAD a aussi un statut d'observateur concernant la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Un certain nombre d'associés de LEAD travaillent pour divers organes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Nairobi (Kenya) ou la Banque mondiale à Paris et ils sont encore plus nombreux à collaborer avec ces organes dans leur métier et à contribuer au travail de l'ONU tant à titre individuel que dans le cadre des organismes qui les emploient. Les principales manifestations auxquelles des éléments du réseau LEAD ont assisté sont énumérées ci-après :

- Réunions préparatoires du Sommet mondial pour le développement durable, au Siège de l'ONU à New-York en 2001 et à Bali (Indonésie) en 2002) et, accessoirement, dans le cadre du Comité préparatoire n° 3, travaux sur le thème « Dans les couloirs, comment se retrouver dans la jungle de l'ONU ».
- Plus de 100 délégués de LEAD ont assisté au Sommet mondial pour le développement durable (août-septembre 2002, à Johannesburg (Afrique du Sud). A ce sommet, LEAD a organisé plusieurs réunions : 1. Développement de capacités, 2. Initiative pour un monde en évolution, 3. Exploiter la logique systémique pour des changements qui transforment, 4. Faire le lien entre la science et les préoccupations locales. Publications de LEAD au Sommet mondial pour le développement durable : « *Rio, Johannesburg and Beyond : India's Progress in Sustainable Development* » (Rio, Johannesburg et au-delà : progrès de l'Inde en matière de développement durable), « *Practice of Sustainable Development in China* » (Pratique du développement durable en Chine), « *Road to Summit* » (La voie vers le Sommet), et exposition consacrée au travail des associés de LEAD.
- Réunions annuelles de la Commission du développement durable (2002-2005, Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York). Rapports présentés notamment sur les thèmes suivants : Production d'énergie, consommation, prévisions et développement en Chine (CSD 9).

- Sommet mondial de l'alimentation (10-13 juin 2002, à Rome). Des membres de LEAD ont assisté aux réunions générales, au dialogue entre les diverses parties prenantes et au forum d'ONG.
- Réunions ordinaires de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP6 : 7-19 avril 2002, aux Pays-Bas et COP7, 9-20 février 2004, en Malaisie).
- COP6 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (25 août -5 septembre 2003, à La Havane); plusieurs associés et membres du personnel de LEAD y ont participé et le Directeur CIS de LEAD a assisté aux travaux avec un financement fourni dans le cadre de la Convention.
- Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, réunion du Groupe de travail d'experts sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (27-29 octobre 2003 (Paris).
- Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : COP9 (1-12 décembre 2003 à Milan (Italie) : 20 associés et membres du personnel de LEAD ont assisté aux réunions; COP10 (6-17 décembre 2004 à Buenos Aires); COP11 (28 novembre-9décembre 2005 à Montréal (Canada) et 18ème et 22ème session des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (4-13 juin 2003 et 16-27 mai 2005, à Bonn).
- 11ème session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, CNUCED XI (13-18 juin 2004, à Sao Paulo (Brésil)).
- 6ème Forum mondial de la société civile du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE) (19-25 février 2005, à Nairobi).
- Forum des Nations Unies sur les forêts, 5ème session (16-27 mai 2005, à New York (Etats-Unis d'Amérique)).
- Sommet mondial sur la société de l'information (10-12 décembre, à Genève (Suisse) et 16-18 novembre 2005 à Tunis) : des associés ont dirigé le Groupe de jeunesse et le Groupe antisexiste.

## **2. Coopération avec l'Organisation des Nations Unies et/ou des organismes spécialisés :**

- Au sujet de l'Initiative Asie-Pacifique pour le développement durable, programme commun de LEAD Japon et de l'Université des Nations Unies/Japon (2003-2004). LEAD a joué le rôle de partenaire pour l'ouverture du Studio des médias à l'Université des Nations Unies (2004).
- LEAD Afrique francophone a travaillé avec le PNUD en Mauritanie pour organiser et dispenser une formation à des groupes de femmes dans l'intérêt du développement durable (2004 en Mauritanie).
- Le PNUD a publié en 2002 le livre de Mehjabeen Abidi Habib, associé de LEAD au Pakistan, intitulé Green pioneers, stories from the grassroots (Karachi).

- LEAD s'est joint à une réunion d'experts en éducation pour aider l'UNESCO à Nairobi et le PNUE en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (11-12 octobre 2005).
- Formation pour le Programme international de recherche technologique en matière d'irrigation et de drainage de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation (FAO)(Décembre 2005, Le Caire).
- Sessions de formation sur le thème « Initiatives au service du développement local en Amérique latine, en Afrique, en Asie ainsi que dans les pays de la Communauté d'Etats indépendants et en Europe », avec le programme Capacités 2015 du PNUD.
- Formation aux tâches de direction pour des étudiants préparant un mastère à l'Université pour la paix (2005, au Costa-Rica).
- LEAD a collaboré avec la Conférence des Nations Unies sur les établissements urbains (Habitat) au sujet d'un dialogue faisant intervenir diverses parties prenantes et des activités visant la constitution de réseaux qui ont abouti au Troisième Forum urbain mondial. Des associés de LEAD ont facilité des conférences en ligne.
- LEAD Inde a reçu un financement du PNUE afin de formuler une proposition sur l'état de l'environnement dans l'Etat d'Uttaranchal, en Inde (PDF-A en 2005).
- LEAD Pakistan a œuvré en collaboration avec des organismes des Nations Unies au Pakistan : il a centralisé les travaux de Proteus, l'initiative du Centre mondial de surveillance pour la conservation du PNUE et a dispensé une formation pour le Devolution Trust for Community Empowerment (2004) pour PNUD; en collaboration avec le PNUE, la Global Sports Alliance et d'autres participants, il a organisé le Forum mondial pour les sports et l'environnement (24-26 novembre 2004).
- LEAD Afrique du Sud et Afrique de l'Est, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) organise un cours sur le thème : population, environnement et développement.
- Les CD-ROM de LEAD consacrés à divers aspects du développement durable peuvent être obtenus à la librairie en direct du PNUE à l'adresse [www.Earthprint.com](http://www.Earthprint.com).

### **3. Initiatives entreprises pour appuyer les Objectifs du Millénaire pour le développement.**

Des associés et des membres du personnel de LEAD travaillent au sujet de divers aspects du développement durable et, par leurs projets courants, contribuent à servir les Objectifs du Millénaire pour le développement aux niveaux local, national et régional. Certains de ces projets sont présentés ci-après :

- Consultations de LEAD pour la Commission économique pour l'Afrique en Afrique centrale, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest afin que 600 représentants de la société civile participent à l'établissement du rapport sur leurs intérêts communs en 2005.

- Des associés de LEAD sur le terrain aident les victimes du tsunami de 2004 dans les zones les plus touchées en Indonésie et en Inde en assurant un financement pour des unités mobiles de traitement de l'eau.

**Objectif 1** : éliminer l'extrême pauvreté et la faim : un projet d'électrification de villages reculés dans toute l'Indonésie a visé à améliorer l'existence des habitants et le développement économique (2004-2005, en Indonésie); projet de LEAD pour établir des réserves naturelles marines gérées par les collectivités afin de protéger les stocks de poisson et d'accroître les revenus des collectivités de pêcheurs (2005, Iles Lakshadweep, en Inde).

**Objectif 2** : rendre l'enseignement primaire universel : plus de 60 associés de LEAD travaillent dans l'enseignement primaire et secondaire pour les enfants et les droits des enfants. Parmi les projets, on peut citer : un projet de partenariat avec l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID) concernant une initiative relative à l'éducation au niveau de la collectivité pour des collectivités rurales ( 12 000 membres de collectivités ont reçu une formation en 2004-2005 au Pakistan).

**Objectif 3** : promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et donner aux femmes les moyens de leur autonomie : programme d'édification de capacités pour l'administration locale en ce qui concerne la mise en œuvre de programmes concernant un plan d'action visant à donner aux femmes et aux jeunes les moyens de leur autonomie. (2004, Etat du Nagaland, en Inde).

**Objectif 6** : Lutter contre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies : LEAD a conduit un projet pilote concernant la communication participative et le VIH/Sida en Afrique de l'Ouest, à Lomé (Mars 2004).

**Objectif 7** : Garantir la durabilité de l'environnement : des bureaux de LEAD ont organisé plus de 100 sessions de formation pour ses membres et partenaires sur divers thèmes concernant le développement durable :

Session de formation internationale : « *Notre avenir avec/sans eau? La gestion durable des ressources communes* » (Guadalajara (Mexique), 10 à 12 jours pour chaque session au cours de la période 20002-2003) pour 450 participants.

L'agriculture durable et l'économie alimentaire mondiale – Aller à contre-courant » (Kent (Royaume Uni) avril 2003) pour 200 participants.

**Objectif 8** : Constituer un partenariat mondial au service du développement : le réseau de LEAD réunit des spécialistes de divers secteurs, dont les milieux industriels, les pouvoirs publics, les milieux universitaires, des ONG et des médias et offre un espace neutre pour des dialogues plurisectoriels, l'échange de savoir et des projets en collaboration.

#### **4. Activités à l'appui de principes mondiaux**

LEAD est membre du Pacte mondial. Le réseau de LEAD s'est employé à promouvoir des activités qui appuient les dix principes du Pacte mondial dans les domaines des droits de la personne humaine, de l'environnement et des normes de travail. LEAD a axé ses projets sur des disciplines transversales, par exemple les droits de la personne humaine et l'environnement et la gestion des ressources humaines, les écosystèmes et la pauvreté, etc.

- Pour les petites et moyennes entreprises chinoises, huit sessions de formation sur le thème de la responsabilité sociale des entreprises, auxquelles ont participé 600 chefs d'entreprise (2004, à Beijing); Préparation de textes intitulés : « *Responsabilité sociale des entreprises en Chine* » et « *Références juridiques sur les droits des travailleurs* » publiés par la Presse scientifique économique chinoise.
- 5 jours de formation pour de hauts responsables de l'administration locale sur « les approches participatives à une meilleure gouvernance » (février 2004, Nagaland (Inde)).
- Dialogue entre plusieurs parties prenantes « Faits nouveaux en matière de responsabilité sociale des sociétés en Asie du Sud » à Bhopal (Inde) en août 2004, à l'intention de spécialistes d'Inde et du Pakistan concernant les initiatives à fort impact en matière d'éducation, de conservation, d'existence et d'équité passant par la responsabilité sociale des entreprises.

## **4. Mercy Corps**

**(Statut consultatif général accordé en 1998)**

### **I. Introduction**

Mercy Corps a pour vocation d'atténuer les souffrances, la pauvreté et l'oppression en aidant les gens à créer des collectivités sûres, productives et justes. Mercy Corps travaille au milieu des catastrophes, des conflits, de la pauvreté chronique et de l'instabilité pour développer le potentiel des gens qui peuvent surmonter des obstacles quasiment impossibles. Depuis 1979, Mercy Corps a apporté une assistance d'une valeur d'un milliard de dollars E.-U. à la population de 94 nations. Appuyé par des bureaux en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, les programmes mondiaux unifiés de Mercy Corps emploient 3 200 personnes dans le monde entier et atteignent près de 13,5 millions de gens dans plus de 40 pays.

Mercy Corps a appris que les collectivités qui se remettent de la guerre ou de bouleversements sociaux doivent être les agents de leur propre transformation pour que les changements soient durables. C'est seulement lorsque les collectivités définissent leurs propres priorités, réunissent leurs propres ressources et mettent elles-mêmes leurs programmes en œuvre que leurs premiers succès font renaître l'espoir et la confiance et développent les compétences nécessaires à la poursuite du développement. Mercy Corps conserve les mêmes buts et objectifs depuis sa création en 1979.

### **II. Apport de Mercy Corps aux travaux de l'Organisation des Nations Unies**

- i) *Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou des grandes conférences et autres réunions de l'ONU*

De 2002 à 2005, Mercy Corps a participé directement aux travaux de l'ONU au niveau mondial et à celui des pays, entre autres par :

Une représentation au Comité permanent interorganisations par sa participation à la fois à InterAction et au Conseil international des agences bénévoles (CIAB).

Pendant toute l'année 2005, un partenariat avec le Bureau de l'envoyé spécial du Secrétaire général pour l'après-tsunami au sujet de l'évaluation des travaux des ONG dans les zones touchées par le tsunami. Ce partenariat a débouché sur la rédaction d'un rapport intitulé « Initiative concernant l'impact des ONG : évaluation de la communauté d'ONG humanitaires internationales » (octobre 2006).

Participation aux réunions mensuelles régulières de l'ONU/d'InterAction à New York.

Participation active et engagée au processus d'approche par modules au niveau des pays dans plusieurs pays du monde, dont le Pakistan, l'Ouganda et le Liberia en 2005.

- ii) *Coopération avec des organes de l'ONU ou d'organisations spécialisées dans le domaine ou avec le Siège- préparation d'apports à des documents de recherche et des réunions.*

Mercy Corps a été et demeure un partenaire de plusieurs organismes opérationnels de l'ONU, dont le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Mercy Corps a participé à divers projets avec un certain nombre de ces organismes entre autres par des partenariats avec le HCR en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo en 2005.

### III) *Initiatives lancées pour appuyer les Objectifs du Millénaire pour le développement*

Mercy Corps a appuyé activement les avancées par rapport aux huit Objectifs du Millénaire pour le développement. En qualité de membre fondateur de la campagne ONE, Mercy Corps a servi ces objectifs par la programmation et aussi par les activités de plaidoyer, par exemple en facilitant la participation de ONE (participation des Etats-Unis d'Amérique à l'Action mondiale contre la pauvreté) et à joué un rôle de premier plan dans les activités de plaidoyer de ONE qui ont entouré le Sommet du G8 en juillet 2005, à Edimbourg, auquel les dirigeants du G8 ont annoncé leur décision sans précédent d'annuler les dettes et de doubler l'aide internationale à l'Afrique.

(<http://www.mercycorps.org/getinvolved/advocacy/734>). Les principales activités de programmation sont décrites en détail sur le site [www.mercycorps.org](http://www.mercycorps.org). Cependant certains éléments particuliers sont décrits ci-après :

#### **Objectif 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim**

Favoriser l'élimination de la faim par le lancement de nombreux programmes (<http://www.mercycorps.org/topics/hungernutrition>) y compris des travaux d'atténuation de la faim au Niger où plus de 16 500 enfants bénéficient des programmes de distribution de nourriture de Mercy Corps.

#### **Objectif 2 : Rendre l'enseignement primaire universel**

Mercy Corps a œuvré au service de l'enseignement universel en fournissant un appui au système scolaire au Moyen-Orient par un partenariat au Programme d'action communautaire en Iraq depuis 2003, ainsi que dans les zones du Golfe, aux Etats-Unis d'Amérique, qui ont été touchées par les ouragans depuis 2005 (<http://www.mercycorps.org/topics/education>).

#### **Objectif 3 : Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et donner aux femmes les moyens de leur autonomisation**

Promouvoir l'égalité de traitement des femmes a longtemps constitué une initiative importante de Mercy Corps. Entre 2002 et 2005, dans plus de 20 pays, sa programmation a servi à favoriser cette égalité notamment par des programmes d'alphabétisation pour les femmes en Iraq, des programmes permettant aux femmes de vivre de l'huile d'olive au Moyen Orient, une programmation améliorée en matière d'enseignement pour les femmes au Liberia et une programmation favorisant l'entrepreneuriat des femmes au Tadjikistan (<http://www.mercycorps.org/topics/women>).

#### **Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile**

Mercy Corps continue de lutter contre la mortalité infantile dans les zones touchées dans lesquelles cette organisation travaille. En créant des partenariats avec les

comités sanitaires dans les villages et avec les ministères, Mercy Corps a continué à participer à la création d'infrastructures locales pour améliorer la santé et la nutrition des mères, des nouveaux-nés et des enfants dans de nombreuses régions du monde. Certains exemples des moyens par lesquels Mercy Corps a lutté contre la mortalité infantile entre 2002 et 2005 incluent des initiatives pour améliorer l'assainissement et l'hygiène pour les populations vulnérables au Darfour, en Indonésie et en Ethiopie. Des renseignements plus détaillés sont fournis sur le site de l'organisation (<http://www.mercycorps.org/topics/health>).

#### **Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle**

De même, le travail de Mercy Corps visant la santé des collectivités, des familles et des personnes entre 2002 et 2005 a contribué à améliorer la santé maternelle. Depuis 1997, Mercy Corps a obtenu des résultats mesurables concernant la santé maternelle et infantile et les taux de survie en Azerbaïdjan, au Honduras, au Guatemala, au Pakistan et au Tadjikistan. Mercy Corps a enseigné aux femmes à pratiquer une bonne nutrition avant et pendant la grossesse, a aidé des mères à apprendre comment nourrir leurs enfants nouveaux-nés et leurs jeunes enfants et à montré aux familles comment reconnaître leurs besoins en matière de soins médicaux et comment les obtenir en cas de maladie pendant la grossesse et dans la petite enfance - moment où les femmes et les enfants sont les plus vulnérables.

#### **Objectif 6 : Lutte contre le VIH/Sida**

Depuis 2002, Mercy Corps lutte contre le VIH/Sida en travaillant avec des jeunes touchés par la guerre au Liberia, en appuyant en Ouzbékistan des personnes qui vivent avec le VIH/Sida et en accroissant l'accès des populations autochtones des zones rurales reculées aux services de santé dont elles ont besoin au Guatemala. En 2005, les programmes de Mercy Corps concernant le VIH/Sida ont atteint plus de 265 000 personnes dans le monde entier, dont 3 000 au Liberia que Mercy Corps va faire participer à une nouvelle approche à l'éducation concernant le VIH/Sida. Des informations plus complètes sur la programmation concernant le VIH/Sida sont fournies sur le site <http://www.mercycorps.org/topics/hiv aids>).

#### **Objectif 7 : Garantir la durabilité de l'environnement**

Garantir la durabilité de l'environnement est une activité qui s'est développée pour Mercy Corps. Entre 2002 et 2005, Mercy Corps a lancé un programme visant à la fois la gestion durable des ressources et les changements climatiques. Les activités de gestion durable des ressources ont surtout eu lieu en Mongolie, en Afghanistan et au Honduras pour améliorer les revenus et les économies tout en protégeant et améliorant les environnements et aussi pour protéger les collectivités contre la pauvreté et la faim. Au sujet des changements climatiques, Mercy Corps s'est employé à mettre en rapport les principales parties prenantes pour créer une programmation concernant les crédits de carbone à la suite de l'ouragan qui a frappé la Côte du Golfe. Beaucoup de programmes sont exposés plus en détail sur le site <http://www.mercycorps.org/topics/environment>).

#### **Objectif 8 : Développement d'un partenariat mondial au service du développement**

Mercy Corps est depuis longtemps un participant actif à des partenariats au service du développement. En tant que membre de premier plan de deux consortiums d'ONG, le Conseil international des agences bénévoles (CIAB) et InterAction,



Mercy Corps estime que le meilleur moyen d'obtenir un changement durable consiste à favoriser la collaboration entre les ONG et entre elles, les gouvernements intéressés et le secteur privé.

## **II. Activités à l'appui des principes mondiaux**

Mercy Corps a longtemps mis le respect des principes mondiaux au premier plan. Depuis sa création, Mercy Corps a participé à la structure de gestion du Projet Sphère qui prône la Charte humanitaire et les Normes minimales pour les interventions lors de catastrophes. Cette charte repose sur les normes juridiques internationales applicables, y compris la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions de Genève. Mercy Corps a aussi signé les Principes de comportement pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG.

---